

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
de respecter les prescriptions applicables aux activités d'impression
Société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE
Commune de Compiègne**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 22 octobre 2018 et notamment la rubrique n° 2450-A.a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

« Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) supérieure à 200 kg/j » ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Madame Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 2 juin 2010 à la société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE pour l'exploitation d'une installation d'imprimerie, sise 2 avenue Berthelot, ZAC de Mercières sur le territoire de la commune de Compiègne ;

Vu les articles suivant de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 susvisé :

2.8.5 : « Les bâtiments et locaux abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs de désenfumage conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie.

L'évacuation des fumées se fait notamment au travers d'ouvrants à ouverture manuelle ou automatique de surface totale minimale représentant 2 % de la surface totale de la couverture des bâtiments et locaux. Les commandes d'ouverture sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers des installations.

Ces systèmes sont vérifiés tous les ans. Le rapport de vérification est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées » ;

2.10.1 : « [...] L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan d'intervention établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours » ;

2.10.2 : « L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur.

[...] Ces équipements seront contrôlés conformément à la réglementation en vigueur » ;

2.11 : « Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

Toutes les parties des installations susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations,...) sont reliées à une prise de terre conformément aux règlements et aux normes applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit » ;

2.12 : « Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.

Les non-conformités détectées sur les installations électriques susceptibles d'accroître les risques d'accident ou d'aggraver les risques en cas d'accident font l'objet d'une réparation immédiate.

De façon générale toutes les non-conformités devront être réparées et seront suivies d'un nouveau contrôle permettant de vérifier la bonne réalisation des réparations. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prise » :

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant le 29 mai 2024 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite en date du 17 mai 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :
 - les dispositifs de désenfumage sont fonctionnels, mais ils ne remplissent pas les conditions pour être certifiés APSAD R17 : le réseau compresseur du désenfumage situé au niveau de la zone pliage présente une légère fuite et le boîtier bleu de l'aération situé au niveau de la maintenance est hors service ;
 - ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.8.5 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 susvisé ;
 - ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où :
 - l'exploitant ne dispose pas de plan d'intervention ;
 - ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.10.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 susvisé ;
 - ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où il est conçu pour organiser et faciliter l'intervention des secours d'urgence (internes ou externes) en cas de situation d'urgence (incendie, évacuations médicales, etc.). Il inclut des informations cruciales telles que les accès, les zones à risques, et les dispositifs de sécurité.

2. le compte-rendu de vérification Q4 2023 relatif aux extincteurs et le rapport de vérification des autres moyens d'extinction (RIA et poteaux incendie) indique que l'installation présente des points de non-conformité :
 - ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.10.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 susvisé ;
 - ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ces moyens de défense incendie (Robinets d'Incendie Armés et extincteurs) sont des éléments majeurs dans la protection des bâtiments contre les incendies. Conçus pour être utilisés rapidement et efficacement en cas d'urgence, ce sont des équipements de première intervention qui permettent de contrôler et de limiter la propagation des flammes avant l'arrivée des pompiers ;
3. l'accès aux installations électriques (notamment les TGBT) ne sont assurés en permanence et l'exploitant ne dispose pas d'une liste de personnes habilitées à entrer dans les locaux TGBT ;
 - ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.11 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 susvisé ;
 - le rapport de contrôle Q18-2023 conclut que les installations électriques présentent de plusieurs non-conformités et préconisations concernant les installations des domaines Haute Tension et Basse Tension :
 - ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.12 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 susvisé ;
 - ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où :
 - le premier risque lié à une installation électrique non conforme est le risque d'incendie. En effet, une installation défectueuse ou mal réalisée peut provoquer des courts-circuits, des surchauffes ou des étincelles, qui sont autant de sources potentielles d'incendie. Il est donc crucial de respecter les normes en vigueur pour minimiser ce risque. La conformité aux normes électriques NF 14 / 15-100 est un gage de sécurité pour votre logement ;
 - le deuxième risque est celui de l'électrocution. Une installation électrique non conforme peut en effet présenter des défauts d'isolation, des fils dénudés ou des appareils défectueux, qui peuvent tous provoquer des chocs électriques. Ces chocs peuvent être extrêmement dangereux, voire mortels. Il est donc essentiel de faire vérifier régulièrement votre installation par un professionnel pour s'assurer de sa conformité.
4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE - GROUPE DES IMPRIMERIES MORAULT de respecter les dispositions de l'article 2.8.5, 2.10.1 et 2.10.2, 2.11 et 2.12 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE - GROUPE DES IMPRIMERIES MORAULT exploitant une installation d'imprimerie sise 2 avenue Berthelot, ZAC de Mercières sur la commune de Compiègne est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.8.5 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 :

- en transmettant un nouveau rapport de vérification des installations de désenfumage attestant de la résolution des non-conformités explicitées dans le rapport de vérification de 2023.

Les justificatifs relatifs à cette prescription sont transmis à l'Inspection des installations classées.

Le délai associé à cette prescription est de un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

La société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE - GROUPE DES IMPRIMERIES MORAULT exploitant une installation d'imprimerie sise 2 avenue Berthelot, ZAC de Mercières sur la commune de Compiègne est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.10.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 :

- en élaborant un plan d'intervention dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Ce plan devra être élaboré avec les services de secours et d'incendie de l'Oise et *devra être conforme à la norme NF X 08-070 de décembre 2023.*

Article 3 :

La société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE - GROUPE DES IMPRIMERIES MORAULT exploitant une installation d'imprimerie sise 2 avenue Berthelot, ZAC de Mercières sur la commune de Compiègne est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.11 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 :

- en transmettant la liste des salariés étant habilités et pouvant accéder à la clé du local TGBT ;
- en libérant l'accès du local technique situé au 1er étage et donnant vers l'extérieur.

Les justificatifs relatifs à cette prescription sont transmis à l'Inspection des installations classées.

Le délai associé à cette prescription est de un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 :

La société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE - GROUPE DES IMPRIMERIES MORAULT exploitant une installation d'imprimerie sise 2 avenue Berthelot, ZAC de Mercières sur la commune de Compiègne est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.11 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010 :

- assurant un nettoyage régulier du poste haute tension et des armoires électriques ;
- en équipant les cellules haute tension de hublot infrarouge, et de prévoir une campagne de mesures ultrason sur ces cellules ;
- en transmettant un nouveau rapport de vérification des installations électriques attestant de la résolution des non-conformités explicitées dans le rapport de vérification de 2023 ;
- en faisant vérifier la continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au chapitre 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') ;
- en faisant réaliser une inspection hors tension des matériels HT non effectuée pour motif de continuité d'exploitation et des installations de la "PAPREC TECHNIQUE" n'ont pas fait l'objet d'une vérification en 2023 ;
- en constituant le dossier technique (notes de calcul etc) concernant le changement et l'augmentation de puissance du transformateur TR4 et du changement de schéma de liaison à la terre au niveau de TR1 & TR2 ainsi que sur la source TR3 ;

- en établissant la note de calcul pour la nouvelle machine partie "feuille et stockage" offset feuille 2 "heidelberg XL 4couleurs +vernis" installée en 2018, la machine "primera MC" déplacée en 2018, ainsi que la nouvelle installation des 2 compresseurs installés en 2017 ;
- en procédant au remplacement des cellules au Poste de livraison HTA (2021). En l'absence de vérification initiale suite à modification de structure (VIMS) et de dossier technique (note de calcul, schéma, etc) il est impossible de prononcer sur la conformité des installations.

Les justificatifs relatifs à cette prescription sont transmis à l'inspection des installations classées.

Le délai associé à cette prescription est de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

La préfète peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 7 : Publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Compiègne pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Compiègne fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Compiègne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **21 JUIN 2024**

Pour la Préfète et par ~~délégation~~,
le Secrétaire Général,


Frédéric BOVET

Destinataires :

La société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de la commune de Compiègne

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France